

Jeune Afrique

HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL INDEPENDANT 24^e ANNEE

N° 1238 DU 26 SEPTEMBRE 1984

**DÉMOCRATIE
DIRIGÉE**

**LA LIBERTÉ
EST MENACÉE**
PAR ABDOULAYE WADE

**LE "NON"
DES PILOTES
(FRANÇAIS)**

HISSEIN HABRÉ
CONTRÔLE
LA CAPITALE
ET LA MAJEURE
PARTIE DU PAYS.

KADDAFI ET MITTERRAND ONT RECULÉ

**QUI HÉRITERA
DU TCHAD ?**

FRANCE 10 F - ZONE CFA 500 - MAROC 8 DH - TUNISIE 800 - ABU DHABI 100 - ALGERIE 9 - ALLEMAGNE 6 - ANTILLES 10 - ARABIE SAOUDITE 10 - BAHREIN 1 100 - BELGIQUE 100 FB - CANADA 2,50 - DANEMARK 10,25 - DUBAI 11 - EGYPTE 2,30€ - ESPAGNE 250 - HAÏTI 2 S - ÎLE MAURICE 10 - ITALIE 3 300 - JORDANIE 500 - KENYA 20 - LIBAN 12 F - PORTUGAL ESC. 137,50 - QATAR 10,50 - RWANDA 170 - SUISSE 3,60 - SYRIE 13 - U.S.A. 2,50 - ZAIRE 60 Z.

M. 1936. 238. 10 F

Pour Mohamed I. Kamel, ancien ministre égyptien des Affaires étrangères, qui démissionna de son poste le dernier jour de la conférence de Camp David, le rais aurait pu aboutir à une amorce de règlement global du Moyen-Orient.

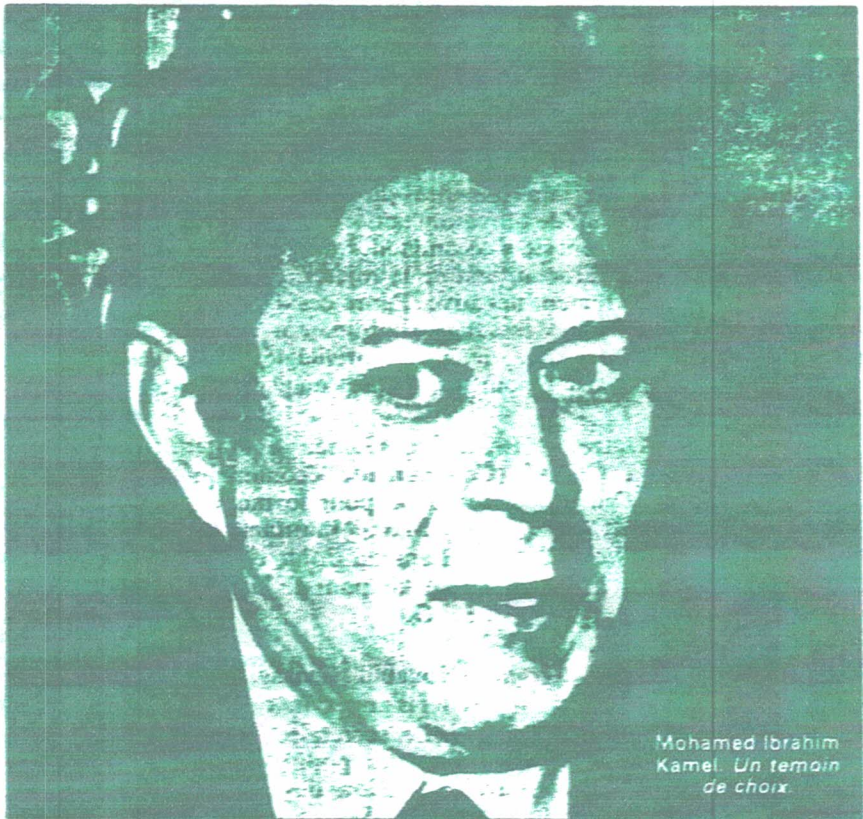
« SADATE S'EST VENDU AU RABAIS »

propos recueillis par Mark A. Bruzonsky

Quels étaient les objectifs d'Anouar el-Sadate lorsqu'il rencontra, du 12 au 17 septembre 1978, Menahem Begin et Jimmy Carter, à Camp David ? Pouvait-il obtenir autre chose que cette paix séparée qui a renforcé depuis la position israélienne au Moyen-Orient ? Pour avoir participé aux négociations en tant que chef de la diplomatie égyptienne, Mohamed Ibrahim Kamel est un témoin de choix. Dans l'interview qui suit, il révèle qu'une dynamique de paix globale aurait pu être créée si Sadate, avec une incroyable légèreté, face à un président américain pusillanime et un Premier ministre israélien fanatique n'avait fini par céder sur l'essentiel.

Q. : Parlons des accords de Camp David et des raisons de votre démission. En considérant rétrospectivement Camp David, pensez-vous que ce fut un échec ?

R. : Je pense effectivement que ce fut un échec. L'essence de l'initiative de Sadate était de parvenir à une paix globale. Globale et durable. La restitution du Sinaï à l'Égypte ne constituait pas un problème, tel était, du moins, mon sentiment. Les Israéliens n'ont pas de visée sur le Sinaï. Ce qui importait pour eux, c'étaient la Cisjordanie et Gaza. Là se situait leur principal objectif, en tout cas celui de Begin et consorts. La restauration de la souveraineté égyptienne sur le Sinaï n'était pas un problème.



Mohamed Ibrahim Kamel. Un témoin de choix.

Q. : Sadate le comprenait-il ?

R. : Il y a là une énigme. Franchement, je ne peux dire que j'ai pénétré la pensée de Sadate. Ses motifs étaient confus, complexes. Mais je présume logiquement que lorsqu'il a fait son offre de paix — d'une paix globale —, il s'efforçait sincèrement d'y parvenir. Parce qu'ainsi, dans le monde entier, son nom serait durablement resté attaché à la paix. Il croyait sincèrement, je pense, à un possible

succès. J'ignore s'il avait d'autres motifs. Il voulait mettre les Américains dans son camp ; l'une de ses raisons de conclure la paix avec Israël était peut-être de s'attirer l'amitié des Américains, leur aide, etc. Mais...

Q. : Mais il a échoué...

R. : Oui, c'est un échec puisqu'il n'y a pas eu de paix globale. C'est évident. Ce qui advient aujourd'hui en est la meilleure preuve.

Q. : Mais vous avez l'amitié des

Américains, vous recevez annuellement une assistance financière d'un milliard de dollars, et le problème palestinien fait toujours l'objet de discussions.

R. : Nous pourrions avoir l'amitié des Américains, obtenir annuellement un milliard de dollars et peut-être plus, et avoir cependant une paix globale. Pourquoi pas ?

Q. : En d'autres termes, vous pensez que l'Égypte s'est vendue au rabais ?

R. : Vraiment au rabais. Voilà le résultat.

Q. : Dans quelle mesure l'attitude de Sadate pendant les derniers jours de Camp David résultait-elle de ses relations avec Carter et des promesses que lui faisait ce dernier ?

R. : Comme je viens de le dire, je suppose que Sadate œuvrait vraiment dans le sens d'une paix globale. Mais, dans cette voie, il a commis des erreurs et perdu des amis. Je veux dire qu'à ce moment-là, l'Égypte entretenait les meilleures relations avec les autres pays arabes. Nous étions un membre très important dans le groupe des nations non-alignées, nous avions d'excellentes relations avec l'Union soviétique et le bloc des pays de l'Est.

En s'engageant dans le processus de paix, Sadate a gaspillé tous ces atouts, l'un après l'autre.

Q. : Cependant, vous approuviez le voyage de Sadate à Jérusalem puisque c'est après ce voyage que vous avez accepté le portefeuille des Affaires étrangères.

R. : Je vais vous dire ce qui s'est passé. Mes liens avec le président Sadate remontaient à 1945. Nous étions, côte à côte, dans une certaine forme d'action politique. J'é-

tais encore tout jeune. Accusés au cours d'un procès politique, nous avons été incarcérés ensemble. Bien plus tard, au moment de l'initiative de paix de Sadate, j'étais ambassadeur auprès de l'Allemagne fédérale, en poste à Bonn. Regagnant l'Égypte à la fin de décembre pour organiser la visite du chancelier Schmidt, j'ai appris ma nomination le lendemain de mon arrivée.

Q. : Il ne vous avait pas consulté ?

R. : Non.

Q. : C'est du Sadate tout pur.

R. : Tout pur ! Je ne savais que faire... Ne pouvant pas démissionner de ces fonctions avant de les avoir assumées — d'autant plus que Fahmy en avait démissionné,

pour ceux qui voulaient la paix, et les Arabes semblaient ne pas la vouloir. Je pensais que c'était une chance qui se présentait. J'ai entendu et lu ce que Sadate a dit devant la Knesset ; c'était une très bonne base pour la paix.

Q. : Quand avez-vous commencé à éprouver des doutes ?

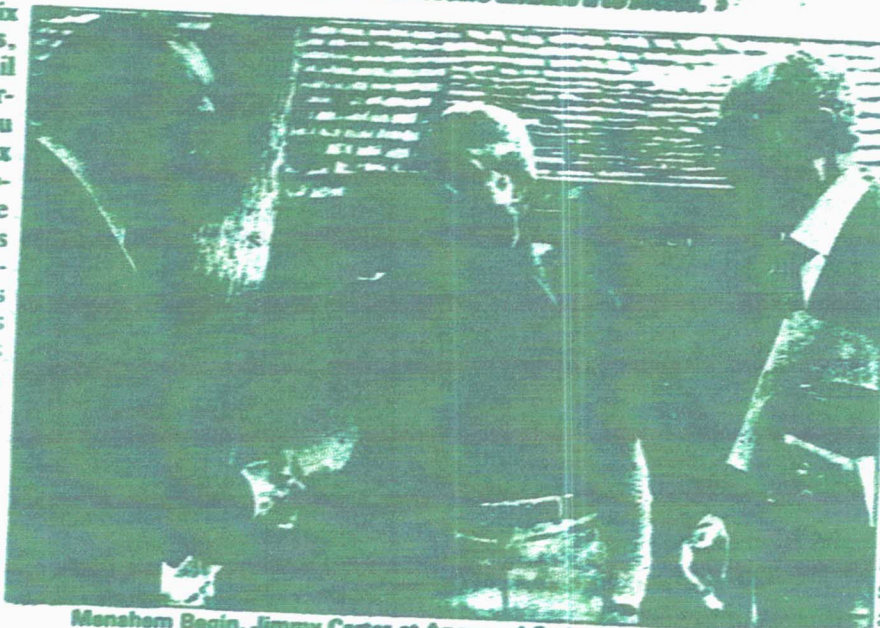
R. : Plus tard, beaucoup plus tard. Je vais vous dire pourquoi. Parce que j'étais d'abord d'accord avec Sadate. Bien entendu, je lui avais dit qu'une paix séparée était hors de question. Il en avait convenu. Mais, dans l'hypothèse où nous parvenions à un très bon accord avec les Israéliens et où les autres pays arabes le refusaient, avait-il dit, devons-nous faire bloc avec ces

derniers ? A ce moment-là, j'avais répondu par la négative. J'estimais que si nous parvenions à un accord sur les principes — essentiellement à propos du retrait israélien de tous les territoires arabes et de la reconnaissance des droits fondamentaux des Palestiniens —, alors nous pourrions en faire état devant les Nations unies et obtenir des Américains la garantie que cet accord serait appliqué. Et si les autres pays arabes ne nous suivaient pas, nous mettrions cet accord en

œuvre pour les questions nous concernant, c'est-à-dire le Sinaï, et nous les aiderions à en faire appliquer les autres parties. Ma position était assez souple...

Q. : Lorsque vous discutiez de ces questions avec Sadate, est-ce qu'il comprenait qu'il traitait avec le révisionnisme sioniste et non pas avec des gens pragmatiques et ayant les pieds sur terre ; qu'il traitait avec des gens pétris d'idéologie, à qui le Sinaï importait peu,

« Lorsque Sadate a fait son offre de paix globale, je présumais qu'il s'efforçait sincèrement d'y parvenir. Son nom aurait ainsi resté attaché à ce monde. »



Menahem Begin, Jimmy Carter et Anwar el-Sadate en septembre 1978, devant le chalet à l'intérieur duquel se déroulaient les négociations.

et, après lui, Mohamed Riad —, je n'ai pas eu le temps matériel de réfléchir à cette initiative de paix. Elle m'a pris par surprise, comme tout le monde. Je suis cependant arrivé à la conclusion qu'elle était bonne et valait la peine d'être tentée. D'autant que je trouvais maladroites les prises de position arabes, je veux dire cette façon de parler du « prétendu Israël »... N'y gagnaient que les Israéliens. Devant le monde entier ils passaient

mais pour qui la Judée et la Samarie étaient tout ?

R. : Je me souviens que des mois avant cette initiative de paix, alors que Sadate était allé aux Etats-Unis pour rencontrer Carter, il a passé au retour une nuit en Allemagne. Nous étions dans la Forêt noire. A ce moment-là, on a annoncé que Begin avait remporté les élections. Un journaliste a alors demandé à Sadate ce qu'il pensait du fait que Begin devint le Premier ministre d'Israël. Et Sadate répondit que, pour lui, cela ne changeait rien que le Premier ministre soit Begin, Peres ou Golda Meir. En déjeunant, nous en avons discuté, et je lui ai dit qu'il devait être prudent, parce que Begin était un intégriste et que, fondamentalement, son parti voulait conserver la Judée et la Samarie.

Q. : Certains Juifs plaisaient de Begin en disant qu'il est un ayatollah juïdaique.

R. : C'est bien ce qu'il est. J'en ai la conviction. Alors, j'ai dit à Sadate que Begin avait été un terroriste. Que la Grande-Bretagne l'avait traqué. Et que, à cause de son passé, il ne

pouvait pénétrer en Grande-Bretagne.

Q. : Et Sadate n'en tenait pas compte...

R. : Il n'en tenait pas compte. Et puis, des mois plus tard, il y a eu son initiative de paix. Un aspect de son caractère, c'était son grand optimisme. Il y a une raison à cela : toute sa vie, il avait traversé énormément de difficultés, et s'en était toujours bien tiré. Issu d'une famille modeste, il avait fait l'Ecole militaire, en était sorti officier, avait appartenu au Conseil de la

révolution, avait occupé de hautes fonctions, président de la Chambre, etc. Et voilà que Nasser meurt brusquement — il n'avait que cinquante-deux ans : personne n'envisageait sa mort — et que Sadate devient le président. Puis c'est la guerre d'Octobre. La traversée du Canal était considérée comme impossible par tout le monde, Egyptiens et Israéliens compris. Et pourtant, elle s'est opérée. Alors, tout ce qui lui paraissait impossible...

Q. : Mais son rêve était d'attacher son nom à la paix pour le monde arabe, pas à une paix séparée. Il voulait être le grand dirigeant

cord, je ne crois pas qu'Israël aurait osé envahir le Liban comme il l'a fait. Mais je vais vous dire : Sadate a commencé avec l'ambition grandiose de parvenir à une paix générale, globale, et puis, progressivement, parce qu'il perdait — c'était un flambeur —, il se défaussait de ses atouts. Cet aspect du personnage est bien mis en valeur par Heikal, dans *l'Automne de la colère* (éd. Ramsay, Paris).

Q. : Je me demande si l'opinion comprend vraiment les conséquences de Camp David pour l'opposition en Egypte — je ne parle pas de l'opposition radicale, mais de gens des Affaires étrangères

comme vous, qui ont démissionné pour protester. Beaucoup ont même oublié qu'un ministre des Affaires étrangères a démissionné lorsque Sadate est allé en Israël, et qu'un autre (vous-même) l'a quitté à Camp David. Je sais, pour ma part, que bien des gens de votre ministère des Affaires étrangères n'étaient pas d'accord avec la ligne suivie par Sadate, déjà même en 1978. mais ils avaient besoin de leur poste, et rares étaient ceux qui

pouvaient se démettre.

R. : C'est tout à fait exact.

Q. : Alors, à quel moment s'est-on trompé, à Camp David ? Est-ce qu'on a eu tort de signer l'accord ? Ou est-ce que les choses ont mal tourné quelques jours plus tard, lorsque Begin a dit qu'il n'avait pas donné son aval à un moratoire pour les implantations ?

R. : Non. Dès la signature de l'accord, les choses se sont gâtées. Et même déjà avant. Simplement parce qu'il abandonnait l'objectif d'une paix globale : celui-ci s'est

« Avant Camp David, l'Egypte entretenait les meilleures relations avec les autres pays arabes, les non-alignés, l'Union soviétique et tout le bloc des pays de l'Est : Sadate a gaspillé ses atouts. »



Au cours du voyage « historique » du président Sadate à Jérusalem (novembre 1977), la confiance semble régner entre le raïs et Menachem Begin.

arabe qui demeurerait dans l'histoire pour avoir accompli cela.

R. : Absolument. Tout homme ambitieux aspirerait à une telle réussite [...].

Q. : Pensez-vous que, s'il avait vécu, lorsque Israël a envahi le Liban et bombardé Beyrouth, il l'aurait accepté comme l'a fait Moubarak ?

R. : Qu'aurait-il pu faire ? Il était ligoté par ces accords de Camp David. Le Sinai était zone démilitarisée. Qu'aurait-il pu faire ? Si nous n'avions pas signé ces ac-

INTERVIEW

transformé en paix séparée.

Q. : Il abandonnait le « lien »... [Le « lien » entre une paix israélo-égyptienne et une patrie pour les Palestiniens fut un concept clef du désaccord, au cours de la période séparant le voyage de Sadate en Israël et la signature des accords de Camp David.]

R. : Oui. Sadate s'était toujours montré inflexible là-dessus, et, brusquement, il y renonçait. Demandez-le donc à Hermann Eilts [ambassadeur des Etats-Unis au Caire à l'époque], parce qu'Eilts le lui a dit, deux mois après Camp David. Et Sadate a répondu : « Non, j'ai un moyen... »

Q. : Mais Carter ne lui avait-il pas promis qu'il veillerait à ce que ce « lien » ne soit pas escamoté ? Et, à Camp David, n'aviez-vous pas dit à Sadate, après son entrevue avec Carter, qu'un grand pays comme l'Égypte ne pouvait fonder sa politique sur les promesses d'un président américain plutôt veule ?

R. : Oui, je le lui ai dit, car je n'avais cessé d'observer Carter. Carter avait de bonnes intentions, c'est indéniable. Il a été le

premier président des Etats-Unis à parler d'une patrie pour les Palestiniens. Mais ensuite, il a tourné le dos à cette idée. Le seul à avoir toujours observé la même ligne, c'est Begin. Les Américains, les Egyptiens zigzaguaient constamment.

Q. : Il y a tout de même une exception... Begin n'a-t-il pas menti sur la question capitale du gel des implantations ?

R. : A qui la faute ? Simplyment Begin ? Pourquoi les Américains et les Egyptiens n'ont-ils pas exigé d'insérer cette clause dans la partie

des accords de Camp David qui traite des implantations ?

Q. : C'est à vous de me le dire. Le président a annoncé bruyamment au monde que les accords incluaient le gel des implantations.

R. : Je vais vous dire pourquoi. Le deuxième jour où je me trouvais à Camp David — je m'en souviens très bien —, Vance a demandé à me voir. Et il est venu me voir avec Mondale. Sadate avait déjà présenté son projet de paix. Vance et Mondale m'ont dit : « Et les implantations ? » J'ai répondu qu'il fallait démanteler les implantations. Ils ont répondu : « Non, non et non ! ». J'ai insisté : « Les

paix. » Ils ont affirmé que cela n'était pas réalisable pour le moment. Et ils ont proposé...

Q. : Ce sont eux qui ont proposé ?

R. : Ce sont eux. Je savais bien qu'il était impossible alors de démanteler les implantations, mais j'insistais pour voir leur réaction. Ils ont alors proposé — c'est Mondale qui a parlé — un gel des implantations en Cisjordanie et à Gaza pendant cinq ans, pendant la période transitoire. J'ai donné mon assentiment. Les Israéliens pourraient négocier avec les Palestiniens, lesquels étaient concernés par le démantèlement, la réduction ou l'accroissement des implanta-

tions. Ce serait alors leur affaire. Mais j'étais d'accord sur le gel. Deux ou trois jours plus tard, nous avons reçu la première version du projet américain, et il n'y était pas question du gel des implantations. Alors nous avons dit : « Nous étions d'accord là-dessus, il faut inclure dans votre projet. » En fait, les Américains avaient fait sauter ce passage dans leur projet parce qu'ils en avaient discuté avec les Israéliens ; et ceux-ci n'en voulaient manifestement pas.

Q. : C'est entendu, mais pourquoi Sadate a-t-il accepté ?

R. : Sadate était fini. Plus personne n'était dans son camp. A part Carter. Il avait perdu l'Union soviétique, les non-alignés, les Arabes, les nations islamiques... Il ne lui restait plus que Carter. Il fondait tous ses espoirs sur lui, parce que s'il reconnaissait son échec, il était fini.

Q. : Et Carter aussi.

R. : Exactement. Voilà pourquoi je dis que le seul à camper sur ses

« Carter avait de bonnes intentions, c'est indéniable. Il a été le premier président américain à parler de patrie palestinienne. Puis il a tourné le dos à cette idée... »



A Camp David, le président Carter converse avec Mohamed I. Kamel (à gauche) et Hassan Tohami, conseiller du président Sadate.

implantations au Sinaï, en Cisjordanie, et partout ». Et ils ont rétorqué : « Nous ne parlons pas des implantations au Sinaï. Celles-là, il faut les démanteler. Mais nous parlons de celles de Cisjordanie et de Gaza. » J'ai répondu qu'elles devaient être démantelées. Et ils ont dit que c'était impossible. J'ai insisté : « Si nous voulons une paix véritable, pourquoi ne devraient-elles pas être démantelées ? Ce sont des îlots de l'impérialisme. Elles sont contraires à la paix, et vous avez toujours déclaré qu'elles étaient illégales et un obstacle à la

INTERVIEW

positions était Begin. Sadate et Carter faisaient des concessions. Carter faisait des concessions à Begin puis venait trouver Sadate, et Sadate faisait des concessions à Carter. Et ainsi de suite...

Q. : D'accord. Mais, à vos yeux, est-ce que Begin acceptait, ou non, le gel des implantations ?

R. : Peu m'importe qu'il l'ait accepté ou non. Carter dit qu'il l'avait accepté, et je pense que c'était le cas. Mais pourquoi Carter et Sadate n'ont-ils pas mis une clause dans les accords sur cette question capitale ? Pourquoi ont-ils accepté la suppression de ce passage ?

Q. : Carter n'avait-il pas annoncé le gel des implantations devant le Congrès ?

R. : Mais ce qui compte, c'est l'écrit... Je l'ai dit à Sadate : quand ce sera écrit et signé, Begin s'y conformera [...]

Q. : Quand vous êtes-vous démis de vos fonctions ?

R. : Les accords ont été signés le dimanche. J'avais démissionné le samedi, après une longue discussion avec Sadate.

Q. : Parce qu'il vous avait dit qu'il allait les signer, c'est bien cela ?

R. : Je voyais que tout ce qui nous était favorable était supprimé — la résolution 242 était mise en pièces, le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition d'un territoire par la force était abandonné. [...]

Q. : Vous connaissiez Sadate depuis quarante ans. Que vous a-t-il dit quand vous lui avez appris que vous alliez démissionner ?

R. : La discussion a été longue. Evidemment, mon départ lui était pénible. Je lui ai dit que je ne préconisais nullement une nouvelle

guerre avec Israël. Que telle n'était absolument pas ma pensée. Mais pourquoi signer quelque chose qui ne nous plaisait pas ? Je proposais de différer les accords. Nous pouvions avoir un autre Camp David. Nous avions du temps devant nous. Nous n'y perdions pas, car pour une fois nous acculions d'une certaine façon les Israéliens. Nous montrions que nous voulions la paix. Une paix conforme aux résolutions des Nations unies et répondant à l'opinion internationale. Rien ne nous forçait à signer une paix qui n'était pas globale, des accords auxquels on ne laissait pas

d'un même volume que celle accordée aux Israéliens a-t-elle compté ? Cela a-t-il pesé dans la balance pour Sadate ?

R. : Pas vraiment. Il était ligoté...

Q. : L'Égypte avait besoin de cet argent, n'est-ce pas ?

R. : Q'est-ce qu'un milliard que nous obtenons des États-Unis ? Nous en obtiendrions bien plus des pays arabes si nous étions en bons termes avec eux. Et nous pouvions avoir un milliard et plus des États-Unis. Pourquoi pas ? Ce n'était pas un prix fixé à condition que nous fassions la paix. Parce que si cela avait été le cas, quel aurait été le

futur de l'Égypte ? Elle aurait basculé dans le camp soviétique. Les Américains ne peuvent pas se permettre d'abandonner l'Égypte.

Q. : Quel est aujourd'hui le résultat de ces accords ? Les Israéliens incorporent progressivement la Cisjordanie. Ils ont envahi le Liban. L'OLP est déchirée. Le monde arabe totalement désorienté. L'Égypte impuissante. Et il se peut qu'Israël finisse par repousser les Palestiniens de Cisjordanie en Jordanie. Est-ce que

« C'est surtout la paix qui a perdu ; et la stabilité dans toute la région : la façon dont les Américains ont laissé Israël se comporter a diminué les perspectives d'accord »



Brève rencontre dans le parc de Camp David : le général israélien Ezer Weizman (à gauche) croise le président Sadate... (au centre, Mohamed I. Kamel).

participer la Jordanie. Il pouvait dire au président Carter qu'au point où nous en étions, nous avions avancé sur certains points mais que, sur d'autres, les parties ne s'accordaient pas, et que si Carter faisait encore des efforts...

Q. : Il estimait devoir être de l'avis de Carter ?

R. : Oui. Et Carter estimait que si l'accord n'était pas obtenu, c'était la fin de son avenir politique.

Q. : L'argent a-t-il eu son importance ? Dans quelle mesure le fait d'obtenir une aide économique

l'Égypte n'a pas au fond perdu ?

R. : C'est la paix qui a perdu... La stabilité dans la région.

Q. : La seule option pour le monde arabe ne serait-elle pas de se doter de l'arme nucléaire ?

R. : Oui. Mais le fond du problème est : cette région vivra-t-elle, ou non, dans la paix et la stabilité ? La façon dont les Américains ont laissé Israël se comporter a diminué les perspectives de paix. Il va se passer des choses, sinon cette année, l'année prochaine... ■

© (Jeune Afrique et The Middle East Journal)